

14.4 Investissements internationaux

En 2015, les **investissements directs français à l'étranger (IDFE)**, présentés selon la méthodologie dite du **principe directionnel étendu**, s'établissent à 34 milliards d'euros (Md€), en léger repli par rapport à 2014. Les grandes composantes font apparaître des soldes relativement stables, avec des flux en capitaux propres légèrement inférieurs à 20 Md€, des bénéfices réinvestis de l'ordre de 9 Md€ et des prêts intragroupes de 5 Md€. Approchant 20 Md€, comme en 2014, les flux en capital social français à l'étranger confirment le redressement par rapport aux 3 Md€ de 2013, sans revenir toutefois au niveau des quinze années précédentes qui a été de 44 Md€ en moyenne. En 2015, peu d'opérations supérieures à 3 Md€, celles qui ont fait les gros volumes de la décennie précédente, sont enregistrées. Les groupes français ont poursuivi leur internationalisation *via* des opérations de montant unitaire plus modeste dans une conjoncture incertaine sur le plan international. Les prêts intragroupes font apparaître des mises en place nettes de prêts des groupes français à leurs filiales et sociétés affiliées étrangères pour la troisième année consécutive. En 2015, l'Union européenne attire les trois quarts des flux d'IDFE, avec 26 Md€. Parmi les principaux pays d'accueil, le Royaume-Uni (10 Md€) et l'Italie (5 Md€). À l'opposé, le Brésil, l'Espagne et l'Irlande font l'objet de désinvestissements.

Les **investissements directs étrangers en France (IDEF)** s'établissent à 36 milliards

d'euros en 2015, en hausse non seulement par rapport à 2014, mais aussi à toutes les années depuis 2008. Les opérations en capital social se montent à 35 Md€, soit le niveau le plus élevé depuis 2002. Elles incluent notamment les deux opérations majeures de l'année, la fusion entre les groupes cimentiers Holcim (Suisse) et Lafarge, ainsi que l'acquisition des activités « énergie » du groupe Alstom par General Electric (États-Unis). Les flux observés en 2015 s'inscrivent dans un contexte de dépréciation de l'euro face au dollar et de conditions de financement exceptionnellement favorables, qui ont sans doute influencé le calendrier de mise en place des opérations. Les prêts intragroupes présentent un solde négatif de 6 Md€ en 2015 (– 15 Md€ en 2014). Ce solde négatif signifie que les groupes étrangers ont globalement réduit le stock des capitaux prêtés aux sociétés françaises qui leur sont affiliées. Les principaux pays de provenance des flux d'IDEF sont la Suisse (21 Md€), la Belgique (7 Md€), le Royaume-Uni (6 Md€) et l'Allemagne (3 Md€). En sens inverse, l'Italie (– 1 Md€) et surtout les Pays-Bas (– 9 Md€) ont réduit leurs investissements en France.

En 2015, les flux d'IDE mondiaux ont bondi de 38 %, pour atteindre 1 760 milliards de dollars, leur plus haut niveau depuis la crise économique et financière mondiale de 2008-2009. Cette hausse mondiale s'explique principalement par la forte progression des fusions-acquisitions internationales. ■

Définitions

Investissement direct étranger (IDE) : investissement qu'une unité institutionnelle résidente d'une économie effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une unité institutionnelle résidente d'une autre économie et d'exercer, dans le cadre d'une relation à long terme, une influence significative sur sa gestion. Par convention, une relation d'investissement direct est établie dès lors qu'un investisseur acquiert au moins 10 % du capital social de l'entreprise investie. Les investissements directs comprennent non seulement l'opération initiale qui établit la relation entre les deux unités mais également toutes les opérations financières ultérieures entre elles et entre les unités institutionnelles apparentées, qu'elles soient ou non constituées en sociétés.

Centres financiers offshore, première contrepartie, principe directionnel étendu, résidents : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2016.
- « Balance des paiements et position extérieure de la France », *Rapport annuel*, Banque de France, juillet 2016.
- « World investment report 2016 », *Rapport annuel*, CNUCED, juin 2016.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Flux d'investissements directs selon le pays de première contrepartie

en milliards d'euros

	2014 (r)		2015	
	Étrangers en France	Français à l'étranger	Étrangers en France	Français à l'étranger
Union européenne	4,6	22,6	9,8	25,8
Zone euro	-1,9	12,6	0,5	15,5
dont : Allemagne	-1,3	0,4	3,2	3,3
Belgique	-0,3	-2,6	6,7	-2,7
Espagne	-4,8	-1,1	0,8	-1,1
Irlande	5,0	1,7	-0,2	3,2
Italie	-0,1	1,9	-1,4	5,2
Luxembourg	3,9	-2,0	-0,4	3,9
Pays-Bas	-2,7	13,4	-8,8	3,8
Autres pays de l'UE	6,5	10,0	9,3	10,3
dont : Pologne	-0,1	1,9	2,0	0,7
Rép. tchèque	-0,4	0,2	-0,1	0,2
Roumanie	-0,1	0,0	0,1	0,1
Royaume-Uni	7,9	8,6	5,9	9,5
Suède	-0,4	-0,3	0,9	-0,3
Autres pays industrialisés	-2,3	8,0	22,7	2,2
dont : États-Unis	0,4	7,2	1,9	1,0
Japon	0,4	1,3	0,4	1,6
Suisse	-4,5	-3,6	20,8	0,0
Reste du monde	-2,1	5,7	3,2	5,9
dont : Brésil	0,0	3,8	0,1	-5,9
Chine	-0,1	1,6	0,8	0,5
Inde	-0,1	0,8	0,1	0,3
Total	0,2	36,2	35,7	33,8

Note : le signe "-" indique un désinvestissement. Les données sont établies conformément à la nouvelle méthode de calcul des IDE, qui repose sur l'application du principe directionnel étendu.

Source : Banque de France.

Stocks des investissements directs français à l'étranger et étrangers en France

en milliards d'euros

Au 31 décembre	2012 (r)	2013 (r)	2014
Investissements français à l'étranger			
Stocks ¹	948,5	940,2	993,1
Investissements étrangers en France²			
Stocks ¹	470,4	501,9	523,0

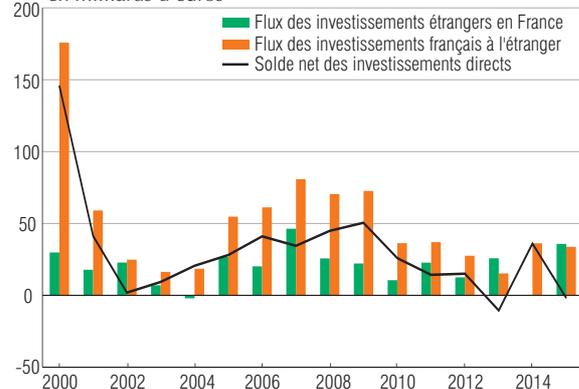
1. Capitaux propres en valeur mixte (y c. investissements immobiliers).

2. La base de données É sane de l'Insee est utilisée en complément du fichier bancaire des entreprises (Fiben) de la Banque de France.

Sources : Banque de France ; Insee, É sane.

Flux d'investissements directs entre la France et l'étranger de 2000 à 2015

en milliards d'euros



Note : flux établis en application de la règle du principe directionnel étendu.

Source : Banque de France.

Principaux flux d'investissements directs dans le monde

en milliards de dollars

	Flux entrants		Flux sortants	
	2014	2015	2014	2015
Allemagne	0,9	31,7	106,2	94,3
Australie	39,6	22,3	0,0	-16,7
Brésil	73,1	64,6	2,2	3,1
Canada	58,5	48,6	55,7	67,2
Chili	21,2	20,2	11,8	15,5
Chine	128,5	135,6	123,1	127,6
Espagne	22,9	9,2	35,3	34,6
États-Unis	106,6	379,9	316,5	300,0
Finlande	17,3	8,3	-0,6	-10,5
France	15,2	42,9	42,9	35,1
Hong Kong	114,1	174,9	125,1	55,1
Inde	34,6	44,2	11,8	7,5
Indonésie	21,9	15,5	7,1	6,2
Italie	23,2	20,3	26,5	27,6
Koweït	1,0	0,3	-10,5	5,4
Malaisie	10,9	11,1	16,4	9,9
Malte	11,6	9,5	2,4	-0,2
Mexique	25,7	30,3	8,3	8,1
Pays-Bas	52,2	72,6	56,0	113,4
Rép. de Corée	9,3	5,0	28,0	27,6
Royaume-Uni	52,4	39,5	-81,8	-61,4
Russie	29,2	9,8	64,2	26,6
Singapour	68,5	65,3	39,1	35,5
Suède	3,6	12,6	8,6	23,7
Suisse	6,6	68,8	-3,3	70,3
Thaïlande	3,5	10,8	4,4	7,8
Turquie	12,1	16,5	6,7	4,8
UE	292,0	439,5	296,4	487,1
Monde	1 277,0	1 762,2	1 318,5	1 474,2

Note : hors centres financiers offshore des Caraïbes.

Source : CNUCED, World Investment Report 2016.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France). Le terme République française concerne la France et les collectivités d'outre-mer.

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et
en couleur sont
définis plus bas ou
dans la rubrique
« Définitions »
en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-
page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page

Toutes les définitions
sont regroupées dans la
rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables
gratuitement pour
approfondir le sujet
Adresses des sites
Internet à retrouver dans
la rubrique « Adresses
utiles » en annexes

Après trois ans de ralentissement, la variation de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** devient nulle en moyenne annuelle entre 2014 et 2015, pour la première fois depuis soixante ans. Cette relative inertie masque des évolutions contraires avec, d'une part des baisses marquées comme les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés, et d'autre part des hausses de prix notamment dans les services et un renchérissement des produits alimentaires. De même, les tendances ont évolué en cours d'année : orienté à la baisse en début d'année (– 0,4 % en janvier), le taux d'**inflation** mesuré par la variation sur un an en fin d'année de l'IPC se redresse pour s'établir à + 0,2 % fin 2015. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit le même mouvement en France et dans l'ensemble de la zone euro. L'indicateur d'**inflation sous-jacente** qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales) augmente davantage en cours d'année, quant à lui, pour s'établir à + 0,9 % fin 2015.

Engagée à partir du 2nd semestre 2014, la chute des produits pétroliers se poursuit en 2015. Comme en 2014, cette baisse est plus marquée pour les combustibles liquides (– 17,6 % sur un an, fin 2015) que pour les carburants (– 9,3 % pour le gazole, – 6,7 % pour l'essence fin 2015), du fait des écarts de taxation sur ces produits. De même, les prix du gaz se contractent en 2015

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « En décembre 2015, le prix du pétrole chute à nouveau », *Informations rapides* n° 12, Insee, janvier 2016.
- « Indice des prix à la consommation – moyennes annuelles 2014 et 2015 », *Informations rapides* n° 6, Insee, janvier 2016.
- « Décembre 2015 – Le taux d'inflation annuel de la zone euro en hausse à 0,2 % », *Communiqué de presse* n° 12, Eurostat, janvier 2016.
- Indices et séries statistiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

114

TEF, édition 2017 - Insee Références

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

(– 7,2 % fin 2015). *A contrario* ceux de l'électricité poursuivent leur hausse (+ 4,2 %).

En 2015, la baisse des prix des produits manufacturés se prolonge avec toutefois des évolutions assez différentes selon les produits. Ainsi, les reculs des prix des médicaments et des produits pharmaceutiques s'accroissent (– 3,9 % fin 2015, après – 2,9 % fin 2014), en raison des mesures de maîtrise des dépenses de santé. En outre, les prix des articles d'habillement et des chaussures se replient légèrement (– 0,2 % fin 2015, contre + 0,3 % fin 2014).

Même s'ils ont ralenti, les prix des services restent relativement dynamiques en 2015 (+ 1,2 % en moyenne, après + 1,7 % en 2014, année au cours de laquelle ils avaient été tirés à la hausse par les relèvements de taux de TVA). En 2015, les loyers, pour la plupart indicés sur les évolutions de l'inflation, augmentent modérément. De plus, les prix des services de transport sont globalement en baisse. En revanche, les prix des services postaux accélèrent nettement en moyenne (+ 8,9 %, après + 4,1 % en 2014) tandis que ceux des télécommunications se redressent (+ 0,6 %, après – 0,1 %).

En 2015, les prix de l'alimentation augmentent en moyenne de 0,4 % (après un recul de 0,8 % en 2014) du fait du rebond des prix des produits frais (+ 5,3 % en moyenne en 2015, après – 4,1 % l'année précédente). Hors produits frais, les prix de l'alimentation diminuent de 0,2 % en moyenne en 2015. ■

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2015

en %

Unité

Fonction de consommation	Évolution 15/14			Fonction de consommation	Évolution 15/14		
	Pondération ¹ 2015	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²		Pondération ¹ 2015	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²
Ensemble (y c. tabac)	10 000	0,0	0,2	Transport	1 504	-1,5	-1,1
Ensemble (hors tabac)	9 801	0,0	0,0	Achats de véhicules	335	0,8	1,9
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 495	0,4	0,5	Utilisation de véhicules personnels	890	-3,0	-2,2
Produits alimentaires	1 360	0,5	0,6	Services de transport	279	0,9	-1,1
Boissons non alcoolisées	135	-0,5	-0,6	Communications	257	0,4	1,0
Boissons alcoolisées et tabac	367	0,6	0,6	Services postaux	18	8,9	8,8
Boissons alcoolisées	168	0,9	1,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	19	-11,3	-8,8
Tabac	199	0,3	0,3	Services de téléphonie et de télécopie	220	0,6	1,2
Habillement et chaussures	451	-0,9	-0,2	Loisirs et culture	792	0,2	0,9
Habillement	350	-1,2	-0,3	Équipements audio-visuels, photo et informatiques	136	-4,3	-1,7
Chaussures y c. réparation	101	0,3	0,0	Autres biens durables (loisirs)	33	0,7	1,4
Logement, chauffage, éclairage	1 441	0,4	-0,2	Autres articles et equip. de loisirs	209	-0,1	0,7
Chauffage, éclairage	498	-0,6	-2,0	Services récréatifs et culturels	245	1,7	1,1
Meubles, équip. ménager, entretien maison	579	0,0	0,5	Presse, livres et papeterie	141	2,1	2,5
Meubles, tapis, revêtements de sol	159	0,1	0,4	Voyages touristiques tout compris	28	1,2	5,4
Articles de ménage en textile	42	0,7	1,7	Éducation	23	1,5	1,2
Appareils ménagers	86	-1,5	-0,6	Hôtellerie, cafés, restaurants	797	1,4	1,6
Verre, vaisselle, ustensiles de ménage	63	0,2	1,4	Restauration et cafés	613	1,3	1,3
Outillage pour la maison et le jardin	56	0,6	0,2	Services d'hébergement	184	1,7	2,9
Entretien courant de l'habitation	173	0,1	0,6	Autres biens et services	1 286	1,2	1,2
Santé	1 008	-1,2	-1,4	Soins personnels	290	-0,2	0,1
Médicaments et produits pharmaceutiques	441	-3,4	-3,9	Effets personnels (non définis ailleurs)	115	0,8	1,0
Médecine non hospitalière	567	0,5	0,5	Protection sociale	434	1,6	1,4
				Assurances	250	2,6	2,9
				Services financiers	67	0,7	0,7
				Autres services	130	1,0	0,7

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.
2. Évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.
Note : base 100 en 2015.
Champ : ensemble des ménages.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2015

glissement annuel de déc. à déc. en %

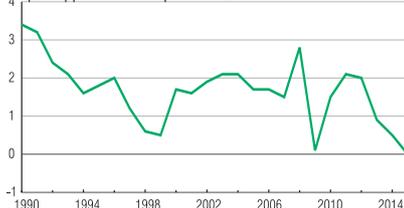
Hausses	15/14	Baisses	15/14
Pommes de terre	+ 9,4	Combustibles liquides	-17,6
Services postaux	+ 8,8	Gazole	-9,3
Fruits de mer surgelés	+ 7,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	-8,8
Poissons frais	+ 7,0	Sucre	-8,1
Fruits secs et fruits à coque	+ 5,8	Appareils photo et caméras	-7,3
Transport maritime de passagers	+ 5,5	Gaz	-7,2
Centres de vac., camping, auberges de jeunesse et héberg. similaires	+ 5,4	Transport combiné de passagers	-6,9
Forfaits touristiques	+ 5,4	Essence	-6,7
Fruits frais	+ 5,4	Produits pharmaceutiques	-4,9
Journaux et publications périodiques	+ 4,7	Transport aérien de passagers	-4,0

Note : évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les DOM sauf indication contraire

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2015

par rapport à l'année précédente en %



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. Cet indice est la moyenne arithmétique des douze indices mensuels.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2015

glissement annuel de déc. à déc. en %

	15/14	15/14	
Allemagne	0,2	Lettonie	0,4
Autriche	1,1	Lituanie	-0,2
Belgique	1,5	Luxembourg	0,9
Chypre	-0,6	Malte	1,3
Espagne	-0,1	Pays-Bas	0,5
Estonie	-0,2	Portugal	0,3
Finlande	-0,2	Slovaquie	-0,5
France	0,3	Slovénie	-0,6
Grèce	0,4	Zone euro	0,2
Irlande	0,2	UE	0,2
Italie	0,1		

Note : évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.
Source : Eurostat.

Des données de cadrage européennes ou mondiales